
Journée de solidarité: ex-lundi de Pentecôte

NON AU TRAVAIL GRATUIT

Retour sur une fausse mesure de solidarité

Alors que sa responsabilité politique et celle de son gouvernement sont avérées dans le décès de plus de 15 000 personnes âgées durant la canicule de l'été 2003, Raffarin avait décidé de supprimer un jour férié ou un jour de RTT pour financer un plan d'action contre la dépendance des personnes âgées ou handicapées. **L'année dernière, tous les salariés du privé comme du public devaient donc travailler gratuitement un jour en plus**, le lundi de Pentecôte le plus souvent, et tout cela parce que ceux qui nous gouvernent prenaient des vacances après avoir cassé le système de retraite. Il s'agit en fait d'une fausse mesure de solidarité qui fait peser sur les seuls salariés l'essentiel des efforts qui doivent intervenir en faveur des personnes dépendantes.

Le lundi de Pentecôte 2005 : un fiasco pour le gouvernement

Pour éviter la pagaille du lundi de Pentecôte 2005, **le ministre de l'Éducation a divisé les personnels pour mieux régner** : les Inspecteurs de l'Éducation nationale dans le premier degré et les chefs d'établissement dans le second degré ont déterminé la date de cette journée de travail supplémentaire, parfois en la fractionnant, après un simulacre de concertation.

2006 : organiser la riposte

La fédération SUD Education dénonce l'attaque qui est faite contre les droits des salariés par l'instauration de cette journée de travail gratuit. En culpabilisant les salariés, **cette journée de travail supplémentaire permet d'accroître la durée du travail sans contrepartie financière**. Elle remet en cause la réduction du temps de travail qui n'a été de toute façon que très partiellement appliquée dans l'Éducation nationale.

Affichée comme journée de solidarité, elle ne répond pas en réalité aux besoins sociaux nécessaires aux personnes dépendantes.

Pour la fédération SUD Education, **une riposte unitaire et interprofessionnelle est nécessaire et possible**. La fédération SUD éducation entend répondre à cette journée de corvée gouvernementale et patronale par une journée de lutte et de résistance pour la réduction du temps de travail, contre la politique du MEDEF et du gouvernement.

La fédération SUD Education appelle à une journée de grève, dont la date reste à déterminer (pourquoi pas un " mardi de Pentecôte ? "), de tous les personnels de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche pour récupérer les heures de travail gratuit que l'on nous aura imposées, **contre la régression sociale et pour la réduction du temps de travail**.

Saint-Denis, le 17 février 2006

